



# **Résultats semestriels 2024**

Vendredi 26 juillet 2024

Bonjour à tous, bienvenue dans cette conférence de presse des résultats semestriels d'EDF. Avant de laisser la parole à Luc Rémont, PDG du groupe EDF, et à Xavier Girre, directeur exécutif en charge de la performance, de l'impact, des investissements et de la finance, je vous rappelle les règles de ce call. Les questions doivent être posées par écrit sur la plateforme. On les prendra à l'issue des interventions. Je laisse la parole à Luc.

## Luc Rémont, Président-Directeur général d'EDF

Bonjour à toutes et à tous. Ravi de vous retrouver pour ces résultats semestriels. Désolé de le faire de façon digitale, mais compte tenu des circonstances olympiques, il était préférable qu'on se retrouve digitalement. Nous allons, avec Xavier, vous présenter les résultats, mais également la performance opérationnelle et les quelques orientations du groupe, qui sont importantes au tournant de cette année. Je vais commencer par les éléments stratégiques et opérationnels avant de passer la parole à Xavier, pour les aspects financiers.

### **Bâtir le système électrique de demain**

Nous avons, dans les derniers mois, beaucoup travaillé sur notre stratégie, sur nos priorités pour les années qui viennent et cela nous a conduits à définir notre projet d'entreprise, que nous appelons « Ambitions 2035 ». Ce projet a pour vocation d'aller chercher quatre grands piliers qui constituent, à nos yeux, le futur du système électrique. C'est la vocation, la mission d'EDF de bâtir le système électrique de demain. Cela suppose que nous focalisions nos efforts sur quatre dimensions :

- La première, ce sont les clients. Ils sont nombreux, des dizaines de millions de clients dans les pays dans lesquels nous opérons. Tous nos clients ont des stratégies, des besoins de décarbonation. Notre vocation est de les accompagner dans cet effort de décarbonation et de les amener à choisir l'électricité comme le véhicule le plus compétitif et le plus durable. Cela suppose que nous les accompagnions bien au-delà d'une logique de fourniture d'électricité avec l'ensemble des savoir-faire et des métiers et des services nécessaires.
- La deuxième dimension, c'est la production d'électricité bas carbone, un domaine où nous sommes déjà un champion mondial. Cette production a vocation à se renforcer avec des spécificités propres au groupe EDF. En effet, nous sommes non seulement un grand fournisseur d'électricité bas carbone, mais aussi l'un des rares à fournir de l'électricité 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, avec un taux de carbone très faible. Notre but est de renforcer nos capacités de production bas-carbone en assurant le succès de l'ensemble de nos projets et de nos moyens de production afin de pouvoir répondre constamment à la demande à l'avenir.
- Le futur du système électrique nécessite d'accommoder des modes d'usage et de production, qui sont très différents de ceux qui existaient par le passé. Nous devons donc adapter nos réseaux et travailler avec les gestionnaires de réseau qui font partie du groupe EDF pour qu'ils puissent atteindre leurs objectifs de résilience, de capacité de gestion d'une électricité qui est beaucoup plus intermittente et plus instable et de réponse à une demande qui est beaucoup plus flexible ; cette flexibilité étant le quatrième pilier de notre stratégie.

- Enfin, pour être au rendez-vous des besoins des clients et de l'intermittence des moyens de production, nous avons besoin de pouvoir développer, dans les années qui viennent, des moyens de flexibilité qui touchent toutes les dimensions du Groupe, le commerce, la production, le stockage et les différentes capacités que nous développerons.

Voici les quatre piliers qui guideront la stratégie du groupe dans les années à venir. Vous constaterez lors des prochains semestres que nous reviendrons régulièrement sur ces piliers, notamment dans la présentation de nos progrès opérationnels.

### **Investir dans les compétences de demain**

Je commence par les éléments qui ont marqué ce premier semestre pour EDF, par l'élément le plus déterminant de notre succès futur : nos talents, ceux déjà présents dans le Groupe et ceux que nous attirons. Nous avons une focalisation très importante sur la nécessité d'attirer vers nos métiers de l'électricité tous les jeunes talents qui croient en la décarbonation future et en notre énergie. Cette année, nous avons un objectif de 20 000 recrutements en France, dont 10 000 nouveaux salariés au sein du groupe EDF, mais également 4 500 alternants et 5 000 stagiaires. Nous pensons à ceux que nous allons recruter, et à notre rôle de tête de filière industrielle qui couvre le nucléaire, les métiers de réseau et l'ensemble des métiers de l'électricité, qui représentent plus de 400 000 emplois en France. Nous considérons que c'est le rôle d'EDF d'intégrer un grand nombre d'alternants et de stagiaires afin que beaucoup d'entre eux nous rejoignent ensuite, et que ceux qui ne nous rejoignent pas puissent renforcer notre filière industrielle.

Nous continuons de travailler bien en amont des recrutements sur les recherches de compétences, avec des succès tout à fait visibles, comme l'événement Forindustrie, un événement digital permettant de sensibiliser les jeunes aux activités industrielles, qui a permis la participation de 52 000 jeunes cette année. C'est un formidable succès. Les partenariats noués sont très opérationnels avec 200 établissements, lycées techniques, collèges, BTS, etc., formant 9 000 élèves aux activités du nucléaire et des réseaux pour la rentrée 2024. Tout ceci est reconnu, puisque nous avons été placés à la 2<sup>e</sup> place du classement Universum des entreprises préférées des cadres ingénieurs. Nous ne le faisons pas pour la reconnaissance, mais parce que nous avons conscience que c'est indispensable à notre succès futur, à notre mission.

Nous travaillons également dans le cadre de notre action de responsabilité sociale et environnementale pour aller dans le même sens. Notre fondation, qui a choisi pour son mandat, qui vient d'être renouvelé, de focaliser son attention sur l'ensemble des sujets d'insertion, a conclu des partenariats avec des associations très opérationnelles qui sont focalisées sur l'insertion des jeunes, qu'ils soient en décrochage scolaire ou pas, pour les ramener vers le monde professionnel en utilisant à chaque fois un savoir-faire particulier.

Tout ceci, encore une fois, est reconnu. Nous sommes très fiers d'avoir été classés numéro 2 du secteur des utilities dans le Social Benchmark 2024 du World Benchmark Alliance, à l'échelle mondiale. C'est une grande fierté pour nous, même si nous ambitionnons d'être numéro 1.

Voilà ce que je voulais dire pour ce premier sujet, qui est pour nous le plus stratégique car il représente nos talents du futur dans nos métiers qui ont besoin d'attirer tous les talents.

## Succès des offres commerciales

Je vais revenir sur les aspects opérationnels. Vous savez que nous avons lancé à l'automne dernier une nouvelle politique commerciale visant à offrir à tous les clients la possibilité d'avoir une visibilité à long terme sur les prix de l'électricité. Cette politique rencontre un vif succès : à ce jour, nous avons signé plus de 2 200 contrats de fourniture d'électricité avec des entreprises de toutes tailles pour des horizons de 4 à 5 ans. Ces contrats permettent d'accéder à une électricité dont les prix de marché à ces horizons sont divisés par deux par rapport à ceux d'il y a un an. Cette stratégie de visibilité à long terme porte ses fruits, avec de plus en plus d'entreprises choisissant, que ce soit avec nous ou avec nos concurrents qui ont accès à notre électricité à ces horizons, d'adopter cette approche pour stabiliser leurs conditions de fourniture électrique. Cela leur permet de faire des choix d'électrification en toute sérénité ou simplement de planifier leurs opérations.

Nous avons également signé plusieurs lettres d'intention, qui sont des contrats quasiment finalisés avec des industriels, représentant des partenariats industriels. Il s'agit des fameux contrats d'allocation de production nucléaire, totalisant 10 TWh annuels. À titre de comparaison, les 2 200 contrats mentionnés précédemment représentent 13 TWh à l'horizon 2028. Nous parlons donc désormais de contractualisations à moyen terme avec des volumes significatifs d'électricité. L'ambition du groupe EDF est de continuer à avancer dans cette voie et de développer des offres complémentaires et des capacités supplémentaires dans les semaines et les mois à venir pour répondre aux besoins de nos clients.

D'un point de vue commercial, nous avons continué d'augmenter notre portefeuille de clients dans les pays du G4, avec 370 000 clients résidentiels supplémentaires qui nous ont fait confiance, atteignant ainsi un total de 29,7 millions de clients à fin juin 2024. Nous continuons également d'enrichir le panier moyen, avec un niveau stable du nombre de contrats par client, soit 1,3 contrat par client.

Nous voulons travailler sur toutes les dimensions de la relation avec nos clients, pas seulement la fourniture. À cet égard, l'autoconsommation progresse nettement en France et nous continuons d'enrichir notre offre dans ce domaine. Nous avons enregistré une augmentation de 73 % des installations photovoltaïques en B2B, en toiture et en ombrières de parking au 1<sup>er</sup> semestre par rapport à la même période en 2023. Cela représente 57 MWc réalisés par EDF ENR au 1<sup>er</sup> semestre. Cela montre le dynamisme de l'autoconsommation et le nombre de clients qui souhaitent désormais avoir une approche complète de leur électricité, y compris en devenant autoproducteurs.

Nous continuons de travailler avec tous les clients qui nous le demandent sur la décarbonation des usages, avec beaucoup de succès, dont certains sont très visibles, notamment par Dalkia, qui œuvre auprès de beaucoup de nos clients industriels. Dalkia a mis en place la première pompe à chaleur à très haute température pour les industriels, installée dans l'usine du Papetier ou Wepa Greenfield. Cela permet à notre client de diminuer de 1 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an ses émissions de carbone. Je signale également la signature du contrat pour le réseau de chaleur de Chambéry, qui permet à la ville d'atteindre 94 % d'énergie renouvelable et de récupération. Voilà des succès dont nous sommes très fiers.

Sur des dimensions qui sont malheureusement moins positives pour le court terme et qui sont un reflet d'une tendance de marché, nous avons une chute très significative des installations de pompes à chaleur chez les particuliers, par nos filiales IZI by EDF, IZI Confort et EDF ENR. Cela reflète beaucoup d'éléments différents, mais notamment une très grande instabilité de la réglementation. Il nous semble qu'il faut revenir à l'avenir à plus de stabilité, de perspectives stables vues des clients pour qu'ils puissent faire le choix raisonné de l'électricité.

En revanche, nous continuons d'avoir une dynamique forte de l'augmentation des points de charge des véhicules électriques qui sont déployés ou gérés, avec 12 % de croissance en 2024 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2023. Voilà pour les activités commerciales.

### **Poursuite de la progression de la performance opérationnelle et baisse de l'intensité carbone**

Je viens maintenant à la production. Nous avons une hausse sensible de la production d'électricité, avec les caractéristiques de la production du Groupe : elle est disponible à la demande à chaque instant, avec un passage de 232 TWh produits au 1<sup>er</sup> semestre 2023 à 259 TWh produits au 1<sup>er</sup> semestre 2024. 94 % de notre production est décarbonée sur ce semestre, contre 92 % au semestre équivalent en 2023. C'est dû à une augmentation significative de la production nucléaire, de 19 TWh, et à une augmentation très significative de la production hydraulique. Dans les deux cas, une très bonne disponibilité de nos moyens de production, et dans le cas de l'hydraulique, une hydraulité qui est bien meilleure en 2024 qu'elle ne l'était sur la même période en 2023.

Tout ceci nous permet une amélioration significative de notre intensité carbone, qui est déjà, au regard des *benchmarks* mondiaux, une des meilleures au monde. Cette intensité continue de s'améliorer rapidement, passant de 40 g de CO<sub>2</sub> par kWh produit à 29 g de CO<sub>2</sub> par kWh produit aux bornes du Groupe. En France métropolitaine, cela se traduit – nous pouvons le dire avec une certaine fierté – par 3 g de CO<sub>2</sub> par kWh produit pour une électricité disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Nous avons donc, par ailleurs réduit de 19 % nos émissions de CO<sub>2</sub> scope 1 à 7,9 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, avec une moindre production thermique.

Tout ceci nous permet une évaluation par MSCI de nos capacités à limiter l'augmentation implicite de température à 1,3 degré grâce à l'ensemble de nos mesures, ce qui nous motive naturellement à poursuivre dans cette direction.

### **Augmentation de la production nucléaire en France**

Je continue par un élément plus précis sur l'augmentation de la production nucléaire qui a augmenté de 19 TWh la production sur le 1<sup>er</sup> semestre. Nous confirmons nos estimations de production sur l'année dans la fourchette 315-345 TWh pour 2024, 335-365 pour 2025, 335-365 pour 2026. Nous continuons de travailler pour délivrer les meilleurs objectifs possibles dans ces fourchettes.

Nous avons parallèlement signé des prêts bancaires verts dédiés au financement de l'extension de durée de vie du parc nucléaire pour 5,8 Mds€. Xavier et son équipe ont réalisé avec succès une émission obligataire verte multi-tranches pour 3 Mds€, ce qui montre aussi que le secteur

financier croit en la capacité du nucléaire à apporter des solutions dans la nécessité d'avoir une énergie décarbonée abondante et permanente pour répondre aux besoins de nos économies.

### **Forte mobilisation des équipes pour assurer la réussite des projets nucléaires**

Nous continuons de travailler sur la totalité de nos projets. Je vais commencer par les projets nucléaires. Vous savez que nous sommes dans la toute dernière ligne droite pour la divergence de Flamanville, qui est imminente. Et je ne dirai pas plus précisément ce que veut dire imminent, puisque c'est du travail de chaque heure de nos équipes avec une connexion au réseau qui est prévue quelques semaines plus tard.

Concernant Hinkley Point C, énorme mobilisation de l'ensemble de nos équipes et de celles de nos partenaires pour rentrer maintenant à pleine vitesse dans la phase d'intégration électromécanique du premier réacteur et compléter le génie civil du deuxième réacteur. Nous avons fait une revue complète du projet hier avec le Conseil d'Administration et nous étions sur place avec la plupart des membres du comité exécutif il y a deux semaines. Le projet continue d'avancer dans la logique que nous développons, qui est de passer à l'échelle industrielle de la construction, même s'il reste beaucoup de travail.

Le projet Sizewell C a obtenu la licence de site nucléaire auprès de l'Autorité de sûreté britannique. Framatome a signé les contrats avec Sizewell C pour les chaudières, le système de commande et la fourniture du combustible. Et nous allons continuer de travailler avec le nouveau gouvernement britannique, qui a pris ses fonctions après les élections de début juillet pour l'aider à finaliser le plan de financement du projet dans les mois qui viennent.

Sur EPR2, nous avons franchi ces derniers jours un jalon très important. Vous vous souvenez sans doute que nous avons réalisé en 2023 une revue par un groupe d'experts externes du projet. Ils nous avaient fait un grand nombre de recommandations que nous avons suivies, et nous avons décidé d'attendre ce mois de juillet pour réexaminer la maturité du design complet de l'EPR2 pour que ce groupe de revue puisse l'examiner à nouveau, ce qu'il a fait. Sur la base de l'examen de ce groupe de revue, nous avons prononcé la maturité du *design*, ce qui nous permet de passer ce jalon et de rentrer en définition détaillée d'EPR2. C'est une phase très importante atteinte par le projet après une forte mobilisation de toutes les équipes d'ingénierie d'EDF et de ses partenaires. Nous avons parallèlement obtenu l'ensemble des autorisations environnementales nécessaires pour l'implantation des deux réacteurs sur le site de Penly.

Concernant Nuward, vous avez vu dans les dernières semaines, que nous avons annoncé notre décision de faire pivoter ce projet pour limiter les risques technologiques qu'il embarquait. Nous avons décidé de reprendre un *design* plus simplifié pour nous permettre d'aller chercher, dans un marché qui a besoin de vitesse et de compétitivité, un *design* qui permettra d'être sur les rangs rapidement. Dans les semaines et les mois qui viennent, nous reprendrons le design de Nuward pour le pivoter vers un design simplifié, embarquant moins de ruptures technologiques.

Enfin, nous avons finalisé l'acquisition d'Arabelle Solutions, qui a rejoint le Groupe et est pleinement opérationnel au sein du groupe EDF aujourd'hui, avec la capacité de travailler main dans la main avec Framatome au sein du pôle Industrie et Services du Groupe et au bénéfice tant des clients internes du groupe EDF, mais également des clients tiers hors du groupe EDF.

**Renouvelables : de nombreuses mises en service**

Dans le domaine des renouvelables, un semestre qui est également marqué par une activité soutenue avec de nombreuses mises en service. Une capacité installée en hausse grâce à 1 GW de mise en service, elle atteint 24,8 GW bruts à fin juin 2024. Des mises en service majeures, comme le parc de Fécamp, pour 500 MW en France, le parc éolien de Serra de Seridó au Brésil, pour 480 MW, et l'inauguration en juillet de CEME 1, le plus grand parc solaire du Chili, à 480 MW.

Je rappelle que notre modèle de développement, notamment à l'international, est fondé sur des partenariats financiers dans lesquels nous jouons un rôle de développeur. Ces projets qui sont mis en service, de même que les nouveaux projets en construction, pour 2 GW de nouveaux projets en construction par rapport au S1 2023, montrent le dynamisme de ce modèle de développeur dans lequel EDF déploie son savoir-faire avec des partenaires financiers dans différentes régions du monde.

Notre portefeuille de projets éolien et solaire continue de croître de 13 % par rapport à fin 2023, à 111 GW. Nous travaillons sur ces différents projets. J'en cite quelques-uns, le projet Al-Abjan aux Émirats arabes unis, notre deuxième plus grand parc solaire, après celui d'Al-Dhafra que nous avons raccordé l'année dernière. Le projet Hydrom à Oman, un projet qui allie éolien et solaire pour 4,5 GW, et stockage par batterie et électrolyseur à hydrogène vert pour 2,5 GW. C'est un projet très complet d'électrification dans lequel tous les métiers d'EDF trouvent à s'exprimer et reflètent également le futur de notre métier électrique.

Par ailleurs, nous sommes engagé dans un projet d'un parc offshore flottant en Sicile pour 975 MW grâce à l'acquisition par Edison de 50 % de Wind Energy Pozzallo.

Enfin, dans l'hydraulique, le projet de Nachtigal au Cameroun, qui est un projet de 420 MW au total, a mis en service son premier groupe de production, une étape absolument clé de ce projet de barrage.

**Mobilisation des réseaux pour la transition énergétique**

Dans le domaine des réseaux, l'actualité est également très soutenue. Enedis fait face à une demande de raccordement qui ne faiblit pas et qui conduit au 1<sup>er</sup> semestre à raccorder 2,5 GW de capacité renouvelable nouvelle au réseau de distribution, contre 2 GW raccordés au 1<sup>er</sup> semestre 2023. Cela représente 121 000 producteurs et vous donne une indication de l'intensité industrielle que cela représente pour Enedis en un semestre, d'être capable d'aller raccorder 121 000 producteurs nouveaux au réseau, qui contribuent désormais à la production électrique du pays.

Nous avons une augmentation de 33 % des raccordements d'installations d'énergie renouvelable, passant de 90 000 à 120 000 de semestre à semestre, entre 2023 et 2024.

Pour la qualité des réseaux, Enedis a un taux moyen de coupure hors événements exceptionnels de 31,6 minutes versus 30,8 minutes au 1<sup>er</sup> semestre, affecté par un certain nombre d'événements particuliers.

Enedis continue d'augmenter ses investissements et cela reflète la dynamique de raccordement à laquelle Enedis est confronté, mais l'ensemble des activités de réseau sont également en

croissance. 9 % d'augmentation des investissements pour le périmètre des activités régulées de réseau : Enedis, EDF SEI et Électricité de Strasbourg.

Enfin, parmi les sujets tout à fait marquants de ce semestre, Enedis a signé le renouvellement de son contrat de concession avec la Ville de Paris, qui est un des plus importants du pays.

Dernier élément pour les activités insulaires, EDF SEI a franchi une étape très importante dans le projet de raccordement de la liaison Sardaigne-Corse-Toscane, qui va permettre de continuer à améliorer la résilience électrique de la Corse.

### **Forte dynamique des solutions de flexibilité**

Concernant les solutions de flexibilité, le quatrième pilier de notre stratégie « Ambitions 2035 », on continue de travailler sur beaucoup de dimensions de flexibilité. Cela touche à la fois les moyens de production, les moyens de stockage et évidemment les flexibilités associées aux usages.

Sur les moyens de production, nous avons continué de travailler sur la qualification et le développement de projets de moyens thermiques décarbonés. Il y a ceux que l'on déploie dans les territoires insulaires, comme le projet du Ricanto en Corse, qui a été approuvé pour faire passer la future centrale thermique à la biomasse liquide. Il y a déjà des territoires insulaires sur lesquels nous avons atteint 100 % d'énergie renouvelable grâce à la biomasse liquide. C'est le cas de la Réunion. Nous avons l'ambition d'y emmener la Guyane également grâce à la centrale du Larivot. La centrale de Ricanto, dont le projet a été approuvé, va permettre de faire un pas très important pour la Corse.

Nous avons également en test des systèmes de bioliquide durable, HVO, pour des centrales thermiques de type turbine à combustion, de façon à améliorer les dispositifs d'extrême pointe en les décarbonant.

Le marché du stockage en France est assez petit pour l'instant, mais nous sommes très présents dans d'autres régions pour développer des activités de stockage par batterie notamment, optimiser et développer nos savoir-faire pour les insérer dans le réseau. Nous avons notamment deux projets en construction, un aux États-Unis, un au Royaume-Uni, pour des centaines de MW.

Enfin, sur le volet des usages, nous augmentons très significativement le nombre de stations de recharge pilotables par le Groupe. Cela permet d'augmenter la flexibilité de l'offre-demande en passant de 20 000 à 27 000 points de recharge pilotés. Toutes nos activités commerciales permettant de faciliter l'agrégation ou l'effacement sont en forte croissance, que ce soit au travers de contrats d'effacement avec des clients particuliers, qui augmentent de 68 %, ou bien les offres de flexibilité avec des clients professionnels au travers d'Agregio ou des offres de fourniture d'EDF avec flexibilité.

Voilà un résumé, car ce sujet de la flexibilité est en devenir. Dans les semestres qui viennent, nous serons amenés à élaborer davantage ces sujets, qui sont un des aspects fondamentaux futurs du système électrique et donc de la stratégie du groupe EDF.



**« Donner à Paris 2024 l'énergie de briller »**

Nous sommes le jour de la cérémonie d'ouverture des Jeux, et je ne peux pas manquer l'occasion de vous dire à quel point nous sommes mobilisés sur les Jeux olympiques et paralympiques. C'est vraiment quelque chose qui mobilise la totalité de l'entreprise et ses partenaires. Nous sommes très fiers d'y apporter notre contribution. Elle est visible sur un premier aspect : c'est la première grande compétition sportive directement reliée au réseau électrique. Une 2 normale, que ce soit un grand match ou bien des Jeux, en général, jusqu'ici, était toujours réalisé sur la base des moyens de production thermique du stade, c'est-à-dire du générateur diesel, parce qu'en général, les organisateurs ne veulent pas prendre le risque qu'il y ait une interruption même de quelques secondes du courant pendant l'événement sportif, par exemple au moment où il y aurait un but. Cela conduit en général les organisateurs à choisir de démarrer les générateurs diesel et de les faire tourner pendant tout l'événement. Le comité international olympique a fait le choix, raisonné, élaboré avec nous, de décider de conduire l'ensemble des Jeux Olympiques et Paralympiques reliés au réseau, et c'est une énorme mobilisation pour le groupe EDF à deux titres. D'abord, parce que Enedis a permis tous les raccordements et sera là pour assurer la résilience du raccordement réseau pendant toutes les opérations, mais également parce que nous nous sommes engagés à fournir une électricité certifiée 100% renouvelable pour l'ensemble des Jeux Olympiques et Paralympiques.

C'est une très grande fierté pour nous de participer à cette première mondiale, qui est de réaliser une grande compétition sportive entièrement sur le réseau et certifiée entièrement renouvelable.

Par ailleurs, nous avons travaillé sur l'ensemble des infrastructures pour y apporter tous nos savoir-faire sous forme d'ombrières photovoltaïques, de centrales solaires mobiles flottant sur la Seine, de bornes de recharge de véhicules électriques sur les différents sites, de bornes électriques escamotables installées par Enedis, et une contribution d'EDF directe à certaines infrastructures qui ont été construites pour les Jeux, mais qui ont vocation à être pérennes, comme le quartier des Belvédères, dans lequel nous avons 15 toitures en autoconsommation, ou bien le centre aquatique, dans lequel Dalkia a apporté tout son savoir-faire pour non seulement insérer une production solaire de 4200 m<sup>2</sup> avec EDF ENR, mais également apporter tout le système de gestion énergétique du centre aquatique.

Voilà quelques exemples de nos activités. Il y en a d'autres, mais je ne peux pas toutes les citer. Je vous invite simplement à regarder très attentivement la cérémonie ce soir, parce que vous pourriez en découvrir d'autres. Pour conclure sur les Jeux Olympiques et Paralympiques, c'est pour nous une immense mobilisation et une très grande fierté.

**Bilan des premiers et deuxièmes semestres**

Je termine avec quelques chiffres avant de passer la main à Xavier. Ce premier semestre bénéficie d'abord d'une très bonne performance opérationnelle, pour laquelle je tiens à remercier toutes les équipes d'EDF, parce que c'est une mobilisation de tous les instants, avec le dépassement de problèmes opérationnels que nous avons connus dans les années passées. Mais ce semestre est déjà marqué par une baisse des prix de marché qui est très significative et qui va se poursuivre au deuxième semestre, comme on le dira dans un moment.

Notre deuxième semestre est donc attendu en recul par rapport à ce que nous avons aujourd'hui, mais nos chiffres sont de 18,7 milliards d'euros d'EBITDA sur le premier semestre, par rapport à 16,1 au 1<sup>er</sup> semestre 2023. Ceci nous permettant un endettement qui est stabilisé par rapport à l'année dernière.

Je passe la parole à Xavier pour vous donner un éclairage plus précis sur nos résultats économiques.

Xavier Girre, Directeur exécutif Groupe – Performance, Impact, Investissements et Finance, EDF

Merci Luc. Bonjour à toutes et bonjour à tous. Je vais donc vous donner quelques éléments d'analyse de nos chiffres financiers pour ce premier semestre 2024.

Tout d'abord, pour revenir sur les chiffres qui n'ont pas été donnés par Luc, le chiffre d'affaires est en recul de 20 % à 60,2 Mds€, en lien direct avec la baisse des prix de l'énergie. Puis, le ratio endettement financier net sur EBITDA est à un très bon niveau, meilleur que celui du 31 décembre 2023, à 1,28 contre 1,36.

## **EBITDA**

J'en viens maintenant à l'analyse de l'évolution de l'EBITDA. Le premier des éléments, et Luc a insisté à juste titre, c'est la très bonne tenue opérationnelle. Nous avons mis en exergue la très bonne tenue de la production nucléaire et hydroélectrique, qui, au total, contribue à hauteur de 2,8 Mds€ d'euros à la progression de l'EBITDA au cours de ce semestre.

Ensuite, l'évolution des prix et la baisse des prix de marché commencent à avoir de l'effet sur notre EBITDA. On voit deux barres oranges. La première, la plus importante, est l'effet de la baisse des prix de marché sur nos ventes, estimé à 8,1 Mds€. La seconde barre orange, tout à fait à droite, moins significative à hauteur de 1,2 Md€, reflète notamment la baisse de la volatilité et la baisse des prix sur l'EBITDA d'EDF Trading, qui est de 885 M€ au cours de ce semestre, 1 Md€ de moins environ qu'au premier semestre 2023.

Vous avez également deux barres vertes qui montrent l'effet de la baisse de ces prix de marché sur nos achats, avec deux types d'achats. D'une part, nos achats réalisés sur les marchés, pour plus de 7,8 Mds€, parce qu'au premier semestre de 2023, la production était encore significativement impactée, notamment par le traitement de la corrosion sous contrainte. Nous avons donc dû faire des achats importants en volume et à des prix élevés. Ce n'est plus le cas au cours de ce premier semestre 2024. Et la dernière barre verte, pour 1,3 Md€, qui concerne le coût des rachats de pertes de réseau d'Enedis, au prix de marché, qui est également impactée favorablement par la baisse des prix de marché.

## **Progression de la production nucléaire en France**

Si maintenant on revient à la production nucléaire, comme Luc l'a souligné, elle nucléaire est en très forte progression au cours de ce semestre, 19 TWh. Nous confirmons avec une grande

confiance notre estimation de 315-345 TWh sur l'année, avec la perspective d'être tout en haut de cette fourchette.

### **EBIT**

J'en viens maintenant à l'EBIT, le résultat d'exploitation. Son évolution tout à fait favorable à 9,6 Mds€ est d'abord déterminée par l'évolution de l'EBITDA. Je voudrais néanmoins vous donner quelques éléments sur la ligne « Pertes de valeur et autres produits et charges d'exploitation » qui présentent une charge de 4 Mds€.

Il y a là trois éléments principaux. Premièrement, une dotation-provision à hauteur de 3,2 Mds€ à la suite de la révision du scénario industriel d'entreposage des combustibles usés en France, et une révision du devis de ce scénario. Deuxièmement, la dépréciation de l'actif au bilan concernant le projet Nuward, à la suite de l'évolution de ce projet vers un *design* fondé sur des briques technologiques éprouvées. Troisièmement, une provision de près de 400 M€ concernant les risques environnementaux chez Edison à la suite d'un accord passé avec Eni, s'agissant d'éléments qui sont de longue date en discussion avec Eni.

### **Résultat financier**

S'agissant du résultat financier, il apparaît à l'équilibre, mais il intègre trois éléments différents. Tout d'abord, le coût de l'endettement financier, qui est de moins de 2 Mds€, en hausse de 0,2 Md€ dans le contexte de hausse des taux d'intérêt. Cette hausse a néanmoins été modérée par la gestion active que nous avons réalisée de la dette, avec en particulier des remboursements de dette à court terme et des réémissions à moyen et long terme dans de meilleures conditions. Au total, aujourd'hui, la maturité de la dette financière s'allonge. Elle passe de 11 ans fin 2023 à 12,1 ans fin juin 2024.

Deuxième point, la charge de désactualisation, qui s'élève à 1,3 Md€ et qui bénéficie pour environ 500 M€ de l'augmentation du taux d'actualisation réel des provisions nucléaires, qui est passé de 2,5 % fin décembre 2023 à 2,6 % fin juin 2024.

Troisièmement, les autres produits et charges financiers, qui sont un produit à hauteur de 3,3 Mds€, en amélioration de 1 Md€, porté notamment par la bonne performance du portefeuille des actifs dédiés et particulièrement du portefeuille Actions, qui a une performance de 13,1 % au cours de ce semestre contre 11,6 % au cours du premier semestre de l'an dernier.

### **Résultat net**

S'agissant maintenant du résultat net, le résultat net part du groupe atteint 7 Mds€, en progression de près de 1,2 Md€. Outre les éléments que je vous ai déjà présentés, nous pouvons partager le fait que l'impôt sur les résultats, qui est une charge de 2,5 Mds€, augmente de 1,1 Md€ en lien avec la hausse du résultat avant impôt.

Une fois retraité des éléments non courants, le résultat net courant s'établit à 8,4 Mds€ en progression de 2,1 Mds€.

**Stabilisation de l'endettement financier net**

Au total, l'endettement financier net sur ce semestre est globalement stable à 54,2 Mds€ en très léger recul par rapport au 31 décembre 2023. Ceci résulte tout d'abord du cash-flow Groupe positif de 1,9 Md€. Au sein de ce cash-flow, on peut noter l'EBITDA cash, mais aussi la variation du besoin en fonds de roulement, qui est tout à fait limitée, avec l'effet de la baisse des prix de marché sur les créances clients, qui viennent réduire ces créances clients sur les offres de marché. Cette même baisse des prix de marché vient en revanche augmenter la créance d'EDF sur le mécanisme de CSPE. Au total, une quasi-stabilité du besoin en fonds de roulement.

**Investissements nets en forte augmentation**

Vous voyez également le niveau des investissements à 11,1 Mds€, en progression de 2 Mds€ par rapport au 1<sup>er</sup> semestre de l'an dernier, l'augmentation des investissements de développement, qui atteignent 6,9 Mds€ au cours de ce semestre, et le rachat de GE Steam Power, qui représente presque 1 Md€.

**Projection de l'EBITDA 2024**

J'ai souhaité vous représenter le même graphique qu'en février dernier pour partager avec vous que, dans le contexte que nous avons décrit d'une forte performance opérationnelle et d'un niveau de prix certes élevé, mais en recul déjà initié et rapide, l'EBITDA du Groupe sera en recul pendant le 2<sup>ème</sup> semestre 2024 par rapport à celui du 2<sup>e</sup> semestre 2023. Et il est attendu en recul par rapport à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2024.

Ceci tient compte du fait que nous avons deux éléments qui expliquent cette évolution. Un élément tout à fait positif, qui est la poursuite de la progression opérationnelle du groupe, dans le cadre en particulier des mesures prises dans le cadre du projet d'entreprise « Ambitions 2035 », et avec la progression de la production nucléaire en France, qui est très significative. Nous avons également une évolution défavorable liée à l'évolution des prix de marché, qui aura un effet négatif estimé ici entre 8 et 11 Mds€ sur l'ensemble de l'année.

Je vous remercie et je rends maintenant la parole à Luc.

Luc Rémont, Président-Directeur général, EDF

**Électricité abondante et atterrissage des prix de marché**

Merci Xavier. Quelques éléments de perspective pour terminer. Comme Xavier vient de le dire, nous sommes dans un contexte dans lequel l'offre a augmenté très significativement.

La demande est à un niveau historiquement faible. Nous donc pouvons exporter beaucoup plus – on est heureux de voir un solde net exportateur pour la France. Ce n'est pas juste EDF, mais l'ensemble du pays qui exporte 42,9 TWh au premier semestre 2024. Je vous rappelle que c'est

l'ordre de grandeur d'une dizaine de tranches nucléaires sur une l'année. C'est une production commandable aux heures où les pays voisins ont également besoin de notre production.

Le deuxième élément, c'est l'évolution des prix à terme d'électricité. Voici l'évolution des prix de marché EEX sur une période d'un an pour les années 2028 et 2029. On parle d'une division par deux des prix de marché à horizon 2028. C'est cette évolution des prix de marché sur l'horizon de moyen terme, qui permet de fonder une politique commerciale afin de donner à l'ensemble de nos clients des perspectives de long terme stables et compétitives pour l'accès à leur électricité et de faire des choix raisonnés d'électrification, en fournissant à nos clients, mais également à nos concurrents au travers des marchés, cette électricité.

Voilà les circonstances, ou en tout cas le cadre dans lequel nous nous trouvons pour le court et le moyen terme : pour l'instant un niveau de demande faible et un niveau d'offre qui a très fortement augmenté, avec une conséquence sur la détente des prix à moyen terme.

### **EDF accompagne ses clients dans l'électrification de leurs usages aujourd'hui et demain**

Nous allons continuer de travailler pour faire réussir l'électrification, parce que c'est notre mission. Nous pensons que l'électrification permettra la décarbonation compétitive pour notre pays et c'est la vocation d'EDF de le permettre. Nous allons travailler sur tous les leviers qui sont à notre disposition pour atteindre cet objectif – c'est l'objectif d'Ambitions 2035 –, en travaillant sur notre politique commerciale au travers de la poursuite des contrats de fourniture à moyen et long terme, et des partenariats industriels pour les professionnels, en visant des horizons divers et des instruments que nous allons continuer de diversifier. Nous allons continuer de travailler avec l'ensemble des professionnels et les particuliers sur les nouveaux usages de l'électricité. Je rappelle qu'un véhicule électrique coûte aux 100 km quatre fois moins qu'un véhicule thermique et qu'un chauffage avec une pompe à chaleur permet de faire 40 % d'économie par rapport à une chaudière thermique.

Ces éléments-là, dans la période récente, ont été un peu oubliés. Je pense qu'il faut revenir à des fondamentaux de l'électricité comme un moyen compétitif de décarboner, associé à l'efficacité énergétique comme un élément qu'il ne faut jamais perdre de vue.

Nous allons continuer de travailler sur l'ensemble de ces leviers en étant aux côtés de nos clients et en fournissant des solutions qui leur permettent d'aller dans cette direction.

Nous allons continuer notre travail d'industriel pour permettre d'apporter une offre massive d'électricité décarbonée sur le court, le moyen et le long terme, mais également d'avoir le système électrique qui permet de répondre à cette demande grâce à la modernisation du réseau et les solutions de flexibilité. Tout cela nous amène sur un plan d'investissement qui reste dans les ordres de grandeur de 25 Mds€ par an, c'est-à-dire un plan d'investissement ambitieux. Nous devons travailler beaucoup pour le rendre le plus efficient possible.

Ce sont les points sur lesquels je voudrais terminer en disant que nous avons beaucoup à travailler encore sur le périmètre d'EDF et de l'ensemble de ses partenaires pour nous rendre le plus efficient possible pour continuer d'investir les masses dont je viens de rappeler les ordres de grandeur dans un environnement de prix qui est plus bas. Et pour cela, il nous faut être encore plus efficaces à la fois sur nos opérations et sur nos investissements. C'est toute

l'ambition que nous avons de travailler sur la transformation de la performance économique du Groupe pour dégager cette capacité d'autofinancement qui est indispensable à la réussite d'électricité à moyen terme, mais également de travailler sur les quatre piliers d'investissement d'Ambitions 2035 pour que, *in fine*, nous ayons un système électrique résilient, qui réponde à la demande et qui n'ait pas trop de quelque chose, pas assez de quelque chose d'autre.

Dans ce cadre, nous allons aborder à l'automne une phase dans laquelle des discussions de politique publique auront lieu à nouveau et il y a des éléments qui sont clés vus du groupe EDF comme la stabilité, la clarté des incitations à l'électrification des usages. Cela touche le prix du carbone ou des mesures plus particulières liées à l'utilisation de l'électricité, la prise en compte de l'impact des différents types d'investissements sur le système électrique et dans une phase à court terme où on a plutôt une demande faible et une offre abondante, il y a des types d'investissements pour le système électrique qui sont plus ou moins utiles ou plus ou moins chers et cette discussion doit avoir lieu.

Enfin, le financement du programme EPR2 est un des éléments clés de l'automne, pour EDF, pour son propre travail, et pour ses échanges avec les pouvoirs publics. Tout ceci doit pouvoir s'inscrire dans une fiscalité cohérente avec un objectif de décarbonation compétitive.

Voilà les éléments qui me semblent clés à l'horizon de l'automne pour les rendez-vous de politiques publiques qui sont attendus.

## **Objectifs 2026**

Je termine en un mot sur deux chiffres de *guidance* qui ne vous surprendront pas. Vous savez qu'avec Xavier, nous avons fixé il y a un certain temps une discipline de bilan qui doit marquer nos priorités d'investissement et les limites de nos exercices, par définition. Nous gardons la même discipline d'investissement avec un objectif de ne pas dépasser un endettement financier net sur EBITDA de 2,5 fois à horizon 2026 et de ne pas dépasser un endettement économique ajusté sur EBITDA ajusté de 4 fois à cet horizon-là.

Je pense que je peux ajouter que nous avons même l'intention d'être nettement en dessous parce que c'est bien comme ça que nous entendons piloter le Groupe à court terme, mais ces chiffres-là ont vocation à être des chiffres de long terme. C'est pour cela qu'on les maintient tels quels.

Voilà ce que nous voulions partager avec vous ce matin en étant maintenant disponible pour répondre à vos questions.

## Session questions/réponses

**(Montaigne) :** On a une première question sur les prix de marché. On a parlé de l'anticipation sur les prix à venir. Comment l'expliquez-vous ? Quel impact sur l'accord qui avait été négocié avec le gouvernement sur la régulation du marché de l'électricité française ? Faut-il le modifier ? Est-il toujours valable sur la partie régulation puisque ça n'a pas été légiféré ? Et êtes-vous toujours opposés à un CFD et pourquoi ?

**Luc Rémont :** Les prix de marché sont par définition des prix de marché. Ils reflètent l'équilibre entre l'offre et la demande. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure sur la courbe que j'ai montrée, pour l'horizon de quelques années qui viennent, le prix de marché reflète une anticipation d'offre suffisamment abondante par rapport à la demande, ce qui permet d'avoir des prix qui sont très largement détendus. La formation des prix de l'électricité dans toute l'Europe, y compris en France, se fait sur la base des prix de marché. L'engagement que nous avons pris dans le cadre de l'accord passé avec le gouvernement l'année dernière, est de pouvoir former une politique commerciale qui stabilise les prix naturellement par la formation de prix à long terme. Ça n'a pas vocation à changer. Ça reste la politique commerciale d'EDF. Et ça ne relève pas d'une régulation puisque c'est la liberté commerciale d'EDF que de le faire. Ce qui est complété dans l'accord que nous avons passé l'an dernier avec le gouvernement par un accord d'équilibre financier entre EDF et le gouvernement, dans lequel, si les prix de marché venaient à augmenter à nouveau structurellement, il y aurait une restitution de revenus par EDF, qui peut avoir lieu par dividende aussi puisque l'État est le seul actionnaire d'EDF, permettant à l'État d'amortir un effet de dérive des prix directement auprès des consommateurs.

Voilà les termes de l'accord que nous avons conclus l'année dernière. Il n'a pas vocation à être fondamentalement changé et la détente des prix que nous observons démontre que l'approche de commerce de moyen terme que nous avons préconisée fonctionne, et nous avons vocation à la faire fonctionner à plus grande échelle.

**(Les Échos) :** Toujours sur les prix, quelle est la conséquence de la détente des prix de marché sur les perspectives financières d'EDF à moyen terme et sa capacité à autofinancer ses investissements ?

**Luc Rémont :** Naturellement, la détente des prix de marché induit une perspective de revenus pour EDF qui est plus faible que si les prix étaient restés hauts. Ça ressemble à une lapalissade, mais c'est aussi simple que ça. Nous devons travailler sur l'ensemble de nos *économies*, sur l'ensemble de nos capacités pour améliorer notre efficacité opérationnelle, améliorer nos coûts, améliorer l'efficacité de nos investissements pour que, malgré cette baisse des prix, nous puissions tenir le plan d'investissement auquel le pays est appelé pour l'objectif d'électrification. Ce n'est pas une promenade dans le parc, mais nous avons la volonté de travailler sur l'ensemble des leviers à notre disposition pour améliorer notre autofinancement. Une fois qu'on a dit cela, il est tout aussi clair que, dans l'ensemble du secteur électrique depuis 20 ans, à l'échelle européenne et même mondiale, tous les nouveaux investissements de capacité de production nouveaux ont toujours été réalisés dans le cadre de schémas de garantie de prix ou de préfinancement venant des puissances publiques pour compenser le risque de court terme associé au fait que l'électricité est un bien coté. EDF n'échappe pas à cette règle. Pour l'élaboration des plans de financement de ces principaux investissements en France, EDF aura

besoin, notamment pour EPR2, d'un accord de financement avec l'État. Cela fait partie des sujets sur lesquels nous devons travailler dans les mois qui viennent avec les pouvoirs publics.

**(Les Échos) :** Le gouvernement sortant envisage une nouvelle taxe CRIM assise sur les capacités installées, laquelle pourrait surtout pénaliser EDF. À quelle hauteur pensez-vous être potentiellement touchés par une telle taxe ?

**Luc Rémont :** Par définition, nous ne savons pas à l'avance ce qui n'est pas encore décidé par les pouvoirs publics. Nous avons lu ou vu ici ou là des idées de taxes portant sur la production électrique. Je dois dire simplement que quand j'appelais tout à l'heure à une cohérence des dispositions fiscales, il est difficile d'imaginer qu'une taxe sur la production électrique aurait un effet positif pour la décarbonation. C'est plutôt le contraire. Et il est également difficile d'imaginer qu'une taxe sur la production électrique ait un effet positif sur les prix de l'électricité et sur les investissements. Par définition, quand on taxe quelque chose, on fait monter les prix et on diminue les investissements. Et quand on taxe quelque chose qui est décarboné et commandable, *a priori*, on a un effet contraire à la politique de décarbonation.

**(Montel) :** Concernant les offres commerciales, les fournisseurs alternatifs disent ne pas pouvoir répliquer les offres d'EDF à 4 ou 5 ans dans leurs conditions de marché actuelles. Ils disent que les offres sont trop agressives et que le manque de liquidité à cet horizon ne leur permet pas de réduire leurs prix. Y a-t-il distorsion de la concurrence ? Est-ce qu'EDF va mettre des liquidités sur les marchés à 4 ou 5 ans ? Et comment garantir une saine concurrence avec la régulation qui a été décidée d'un commun accord avec le gouvernement en novembre ?

**Luc Rémont :** Je voudrais commencer par dire que c'est faux et que nous voyons, et c'est tout à fait bien d'ailleurs, des concurrents se positionner sur des offres à moyen terme et je m'en félicite parce que c'est l'intérêt des clients. Nos clients ont donc le choix entre plusieurs fournisseurs sur des offres à moyen terme et je m'en félicite tout à fait parce que je pense que c'est l'intérêt de notre marché et de nos clients. Nous nous sommes engagés à fournir nos concurrents sur les marchés de long terme comme sur les marchés de court terme avec la liquidité nécessaire et que nos offres soient répliquables et nous sommes en permanence sous la surveillance des autorités de marché en la matière donc nous nous tiendrons à nos engagements, quoi que certains puissent en dire.

**(L'Usine Nouvelle) :** Avez-vous fixé des objectifs chiffrés à 2025 sur les quatre piliers de la nouvelle stratégie Ambitions 2035 et que deviennent tous les plans hydrogène, solaire, stockage et véhicules électriques lancés ces dernières années ?

**Luc Rémont :** Nous aimons beaucoup les KPI chez EDF, donc nous avons effectivement fixé des KPI sur beaucoup de choses. On a essayé de limiter le nombre de KPI cette fois-ci. Après, il peut y avoir un peu d'inflation de KPI au fur et à mesure du temps. Je ne vous les ai pas rendus public pour l'instant, mais on pourra le faire à l'automne quand ils auront été un peu maturés, mais nous avons effectivement sur chacun des quatre piliers des objectifs chiffrés que toutes les organisations du groupe sont en train de s'approprier, qui ne sont pas des objectifs chiffrés ni par technologie, ni par métier, ni par organisation, mais qui sont des objectifs Groupe, ce qui est une innovation parce que ça nous rapproche tous d'un travail en une seule équipe par finalité. Donc, ça nous permettra de mesurer dans le temps notre impact Groupe, par exemple, sur ce que nous aurons réussi à réaliser avec nos clients en termes de décarbonation ou de conversion à la décarbonation par l'électricité. Donc, un peu plus tard, sans doute dans



le courant de l'automne, on reviendra vers vous avec des explications plus détaillées sur l'ensemble de ces KPI, qui pour l'instant sont en phase de maturation.

**(Les Échos) :** Vous avez évoqué un audit complet sur HPC qui a été mené. Quelles sont les perspectives pour trouver un co-investisseur pour remplacer votre partenaire chinois ?

**Luc Rémont :** Effectivement, on a fait un audit complet d'HPC en même temps qu'un travail très approfondi avec l'ensemble des équipes. Cela conduit simplement à poursuivre le travail opérationnel sur le chantier qui est le plus grand chantier d'Europe avec des dimensions multiples, à la fois industrielles, génie civil, d'intégration, etc. Et l'audit que nous avons réalisé nous permet toujours d'avoir un temps d'avance sur l'anticipation des sujets que nous devons traiter un an, deux ans, trois ans à l'avance. C'est l'objectif de cette logique d'audit et de pouvoir permettre à l'équipe qui dirige le projet d'avoir toujours de l'avance en détectant des problèmes potentiels et pouvoir les anticiper avec une logique d'industrialisation. C'est vraiment cela qui guide notre approche du projet HPC.

Sur la recherche d'investisseurs. Nous y travaillons, on a un certain nombre de contacts. Il n'y a pas d'urgence pour nous à trouver un investisseur, mais il est souhaitable, comme pour tous nos actifs d'ailleurs de regarder si à un moment nous souhaitons, dans de bonnes conditions, parce qu'il faudrait que ce soit dans de bonnes conditions pour que nous puissions le considérer et que nous puissions nous adjoindre à un investisseur supplémentaire. Nous en avons déjà un avec CGN.

**(La Tribune) :** Concernant Nuward, le pivot aura-t-il un impact sur la mise en service d'une première unité qui initialement était prévue en 2035 ? Pourriez-vous préciser le montant de la dépréciation liée à ce changement ?

**Luc Rémont :** Sur l'horizon de mise en service, je pense que c'est trop tôt pour répondre. La réponse est probablement oui, mais pas forcément significative.

**Xavier Girre :** Sur la provision, c'est 230 M€, la totalité de ce que nous avons enregistré dans l'actif du Groupe.

**(Le Figaro) :** Pouvons-nous avoir plus de détails sur le calendrier EPR2 ? Quelles conséquences industrielles de ne pas avoir le marché tchèque et quelles autres opportunités à l'export ?

**(Benjamin Mallet, Reuters) :** Et toujours sur EPR2, dans quelle mesure le contexte et l'instabilité politique actuelle pourraient-ils ralentir, voire remettre en question la construction d'au moins six EPR2 ?

**Luc Rémont :** Concernant le calendrier de mise en service d'EPR2, pas de nouvelles particulières, on reste sur les mêmes horizons de temps. Pour les prochaines étapes d'EPR2, nous avons dans les mois qui viennent, un travail qui nécessite de passer en *detail design* avec une logique de préparation de la construction, d'optimisation des calendriers de construction, avec la nécessité sur l'ensemble du programme des 6 de raccourcir les délais de construction comme un facteur clé de productivité et donc de réussite de ce projet. Et puis, la nécessité de travailler au financement du projet avec l'État. C'est donc l'ensemble de ces éléments, complétés par une analyse révisée des coûts du projet, qui nous permettra de revenir au tournant de l'année avec des conditions de lancement du programme qui ne seront pas définitives, qui nécessiteront encore du travail en 2025, notamment avec la Commission

Européenne pour aller vers une approbation du schéma de financement du projet, qui sera préalable à une décision finale d'investissement plutôt fin 2025, début 2026.

Voilà le calendrier des prochaines étapes sur EPR2. Cela nécessite que nous ayons une discussion opérationnelle concluante avec les pouvoirs publics sur les conditions de financement du projet à la rentrée. Beaucoup de travail a d'ores et déjà été fait avec les différentes administrations concernées. Mais il faudra qu'il puisse être confirmé par une décision de l'État à l'horizon de l'automne.

Vous avez vu la décision des autorités tchèques. Notre offre reste valable. Notre offre est celle d'un industriel qui est le seul à date à développer, construire, réaliser des réacteurs nucléaires de 3<sup>e</sup> génération en Europe en maîtrisant l'environnement de sûreté européen, l'environnement industriel européen, en connaissant les difficultés que cela représente – on nous le reproche suffisamment souvent, mais on sait faire, on le fait en ayant une approche maîtrisée du design, dont nous avons la propriété, et des risques industriels et commerciaux que nous maîtrisons également.

Voilà notre offre qui est toujours valable. Et nous restons à la disposition des autorités tchèques, de même que l'ensemble des pays européens qui sont tous aussi motivés par la relance du programme nucléaire, pour consolider ensemble une filière européenne nucléaire.

**(Montel)** : En complément sur la République tchèque, faut-il améliorer vos offres, les rendre plus agressives ? Est-ce qu'EDF maintient son objectif de construire deux EPR par an à partir de 2030, un en France et un en Europe ? Et est-ce qu'il n'y a pas un risque que KHNP ne s'accapare le marché européen à venir ?

**Luc Rémont** : Nous gardons l'objectif de construire deux EPR par an à partir de 2030, parce que je pense que c'est l'objectif qu'il faut avoir pour tenir notre filière à la cadence industrielle. La relance du marché européen permet de viser cet objectif. Le fait que nous ayons des concurrents doit nous conduire à vouloir sans cesse être meilleurs. Donc c'est sain d'avoir des concurrents. Pour l'instant, nous sommes les seuls à développer, construire et maîtriser cette technologie en Europe dans le contexte européen. Donc nous allons continuer de travailler avec l'ensemble de nos partenaires. Notre *pipeline* de projets, entre HPC, Sizewell C, EPR2 et tous les prospects avec lesquels nous sommes en discussion, continue d'être tout à fait fourni.

**(Intervenant)** : Concernant les CAPN, les contrats d'allocation de production nucléaire, à part ArcelorMittal et GravitHy, qui a signé ? EDF peut-il faire face à son mur d'investissement avec un mégawatt-heure à 30 euros, 60 divisé par 2 ?

**Luc Rémont** : Les autres n'ont pas souhaité que leur nom soit communiqué. Donc vous avez ceux qui ont été communiqués. Mais nous avons encore beaucoup de discussions en cours avec des partenaires industriels, pour certains signés, d'autres en cours de discussion. Et nous allons continuer de mener ces discussions et d'élargir le cercle de ceux qui souhaitent pouvoir avoir accès à ces CAPN dans le moyen terme. C'est dans cette direction-là que nous pourrions fournir, dans le cadre de partenariats industriels, une visibilité, une stabilité de long terme pour les industriels qui souhaitent se localiser en France et bénéficier de ce potentiel unique, qui est une énergie décarbonée abondante, durable et commandable, que très peu d'autres pays peuvent offrir. Donc je pense que c'est un facteur de compétitivité et d'attractivité pour notre pays.

**(L'Usine Nouvelle) :** Pouvez-vous préciser à quoi correspond exactement la provision de 3,3 Mds€ pour le stockage de combustibles usés ?

**Xavier Girre :** Il s'agit des conditions de stockage de combustibles usés et en particulier du MOX usé sur le site de la Hague. Au cours de ce semestre, un scénario industriel a été présenté à l'ASN, par Orano et par EDF. Ce scénario industriel est toujours en cours de réflexion et pourrait consister en la construction d'une piscine unique ou d'autres scénarios. C'est ce nouveau point qui a fait l'objet d'une audition par l'ASN. Un chiffrage a été réalisé au cours du premier semestre sur la base d'une hypothèse d'une piscine centralisée, qui nous a conduits à passer cette provision de 3,2 Mds. Comme je l'indiquais à l'instant, les travaux se poursuivent sur la définition précise du scénario industriel. A cette date, c'est notre meilleure estimation du coût de la solution.

**(Bloomberg) :** Quelles mesures concrètes EDF compte prendre pour rendre ses opérations à investissement plus efficaces ? En matière de système électrique, vous avez évoqué des investissements qui devraient être moins prioritaires compte tenu des prix bas de l'électricité. Quels sont-ils ?

**Luc Rémont :** Sur le fait de rendre nos investissements plus efficaces, déjà on en a beaucoup qui sont très efficaces. Donc je vais commencer par cela. Là où nos investissements doivent devenir plus efficaces, il n'y a pas de mystère. C'est sur la construction du nucléaire. C'est fondamentalement un sujet de cadence industrielle. Nous sommes en train de reprendre la totalité de nos procédés de construction, de nos méthodes associées avec nos partenaires. Ce n'est pas juste EDF, c'est l'ensemble de la filière électronucléaire qui doit reprendre ses méthodes de construction et la façon dont elle aborde les chantiers de construction. Cela inclut également nos partenaires institutionnels pour que nous puissions être à la fois en toute sûreté, en toute sécurité et dans des temps qui sont compatibles avec la performance. C'est l'ensemble de ce travail qui est en cours, sur lequel nous bénéficions de l'apprentissage d'Olkiluoto, de Flamanville, d'HPC et même d'HPC entre la première et la deuxième unité et sur lequel l'ambition, c'est de passer immédiatement un palier en allant le plus loin possible dès le chantier de Penly et en continuant d'améliorer la rapidité de construction sur les six tranches d'EPR pour viser un délai de construction entre le premier béton nucléaire et la mise en service de 70 mois dans le courant de la réalisation de ce programme. Sachant qu'aujourd'hui, nous en sommes loin. Quand on regarde toutes les étapes de construction dans lesquelles un chantier d'EPR doit passer, la modularisation, la standardisation et la capacité de répéter les gestes de chantier en chantier nous amènera, j'en suis convaincu, en tout cas c'est l'objet du travail que nous allons mener dans les mois qui viennent, à viser de façon tout à fait réaliste et opérationnelle ce délai. Je rappelle que nos partenaires chinois sont en réalité à des délais inférieurs aujourd'hui dans un environnement qui n'est pas le même que le nôtre, mais il n'y a pas de raison que nous ne soyons pas à un niveau d'ambition de 70 mois pour nos propres programmes.

Ce seul critère-là suffit à répondre probablement à 90 % de la question, il y en a plein d'autres, mais celui-ci fera l'objet de toutes les attentions de la part du Groupe et de l'ensemble de la filière nucléaire qui est très mobilisée pour aller chercher cette performance.

**(Sharon Wajsbrot, Les Échos) :** Vous évoquez un travail nécessaire sur le périmètre d'EDF. EDF doit-il céder des actifs ?

**Luc Rémont :** Je ne suis pas sûr d'avoir évoqué un travail nécessaire sur le périmètre d'EDF. C'est vous qui l'avez évoqué, chère Sharon. Je pense que le périmètre d'EDF est déterminé par la stratégie Ambitions 2035 avec les quatre piliers que j'ai cités. Il est clair que nous n'avons pas forcément vocation à faire la course aux gigawatts installés. EDF a tous les gigawatts qu'il faut. Nous voulons être le meilleur électricien. Ça veut dire servir nos clients avec l'électricité la plus compétitive, la plus décarbonée et la plus durable. C'est le premier objectif. Pour ça, il nous faut une base de production décarbonée en grande partie commandable parce que les clients souhaitent avoir de l'électricité quand ils en ont besoin, pas seulement quand les éléments le décident.

Donc, il nous faut un mix entre le commandable et le renouvelable qui ne l'est pas. Nous allons continuer de travailler sur le développement de ce portefeuille de production adapté à nos clients. Et ce que nous souhaitons, c'est avoir le meilleur impact possible au sens décarbonation du terme. Et notre impact est déterminé par nos compétences, nos savoir-faire. Nous sommes une référence dans le monde électrique mondial. Nos savoir-faire sont une référence dans le monde électrique mondial. C'est pour ça que, notamment pour le Grand International, notre vocation est d'être un développeur. Et un développeur, ça valorise ses savoir-faire de détection de projets, de mise en projet, de technologie, de mise en œuvre, de maintenance dans la durée, avec des partenaires financiers. Et de temps en temps, ça revend des actifs. C'est sur ce modèle-là que nous comptons développer le groupe EDF et permettre aussi que notre impact augmente. Typiquement, on va aller chercher plutôt le gigawatt brut développé, c'est-à-dire tout ce que nous aurons contribué à mettre au réseau partout dans le monde, plutôt que celui que nous avons dans notre périmètre d'opération parce qu'au fond, c'est notre mesure d'impact. C'est bien comme ça que nous comptons poursuivre notre développement.

**(La Tribune) :** Concernant le nouveau nucléaire en France, quand prévoyez-vous de remettre l'étude sur la faisabilité des huit EPR supplémentaires et les recommandations d'implantation ?

**Luc Rémont :** Les études de sites sont quand même assez lourdes. Elles nécessitent bien deux ans de travail pour être capable d'avoir une analyse des différents sites qui soit pleinement documentée pour préparer une décision. Il nous faut bien deux ans de travail supplémentaire pour analyser l'ensemble des éléments de site qui peuvent être considérés pour ces huit réacteurs. Notre enjeu principal à ce stade, c'est de lancer les six dans des conditions qui sont faites pour la réussite, soit un bon *design*, une logique de construction qui est tout de suite à l'échelle industrielle et un schéma de financement robuste.

**(Le Monde) :** Que pense l'EDF de la perspective de décaler les heures creuses pour les adapter à la place croissante des ENR dans la production électrique comme l'envisage la CRE ?

**Luc Rémont :** Je pense que tout ce qui concourt à la flexibilité est utile au système, donc à ses utilisateurs, nos concitoyens. En l'occurrence, le phénomène qui se développe et qui est appelé à se développer davantage, c'est que nous avons une production solaire, notamment du printemps jusqu'au début de l'automne, qui, pendant la journée, commence à représenter une proportion de plus en plus importante de production électrique qu'on peut qualifier de fatale. Elle n'est pas commandable et il est de plus en plus difficile de retirer du réseau. Pourquoi ? Parce que nos voisins ont la même production solaire qui augmente en même temps. Nous modulons nos centrales nucléaires pour accueillir cette production solaire qui arrive à ce moment-là, qui fait baisser les prix *spot*, mais qui est quand même payée sous forme

d'obligation d'achat, pour répondre à la question de tout à l'heure, à laquelle je n'avais pas répondu, qui est qu'il y a des moments où il faut se poser la question du coût complet de ce que l'on achète. Quand on rajoute de la production subventionnée sous forme d'obligation d'achat à des heures où on ne sait pas la retirer du système et que le raccordement de cette production est payé, en réalité, entre 2 et 3 fois, parce qu'il faut la payer une première fois sous forme d'obligation d'achat, une deuxième fois parce que le raccordement est 2 à 3 fois plus cher qu'un autre raccordement, et une troisième fois parce qu'il faut payer la désoptimisation du système, on peut commencer à challenger ce type de raccordement. Je pense que le temps est venu de challenger ce type de raccordement.

Puisque cette électricité est là, il faut l'utiliser. Donc si on peut, par des instruments commerciaux, c'est-à-dire en dehors du tarif réglementé, mais également au sein du tarif réglementé par des instruments qui incitent à la consommation aux heures où l'électricité est disponible, il faut aller les chercher. On est évidemment favorable à explorer la mise en œuvre opérationnelle avec la commission de régulation de l'énergie, mais c'est sa décision *in fine*.

**(La Tribune) :** En 2022, EDF avait présenté un plan hydrogène avec comme cible 3 GW de capacité en 2030. Compte tenu du contexte, cet objectif est-il maintenu ?

**Luc Rémont :** L'hydrogène fait partie des utilisations potentielles de l'électricité. À ce titre, pour EDF, c'est un marché très intéressant. C'est un marché naissant. Les technologies qui permettent de créer de l'hydrogène à partir de l'électricité sont également naissantes. Et les usages de l'hydrogène d'origine électrique ont également des besoins de développement qui sont en cours de création.

Ce que nous souhaitons faire, plutôt que de calculer en gigawatts, on souhaite être partout, au premier plan, des projets qui sont destinés à être utilisateurs d'hydrogène parce qu'on a une belle électricité pour ça. Notre électricité est décarbonée et elle est commandable en base. La plupart des processus industriels qui créent de l'hydrogène ont besoin de ce type d'électricité. Elle doit être décarbonée, et plutôt décarbonée en base de production pour entrer dans un processus d'électrolyse et ensuite souvent dans un processus de type chimique. Nous participons à beaucoup de projets et nous avons l'ambition essentiellement d'apprendre pour pouvoir détecter suffisamment tôt les bonnes technologies et les marchés d'application qui permettront de passer à l'échelle.

Il y a beaucoup de littérature dans le domaine de l'hydrogène qui prédit soit des gigawatts, soit des millions de tonnes dans certaines régions destinées à, par exemple, convertir un usage électrogène en gaz à partir d'hydrogène. Il y a beaucoup de conjectures en la matière et quand on fait deux ou trois calculs, on s'aperçoit qu'on ramène ça à des quantités de TWh qui ne sont pas très crédibles à court terme. On essaie de prendre le sujet par la technologie, par les accès aux applications pour être le plus tôt possible sur celles qu'on pourra amener à l'échelle.

Et encore une fois, pour nous, comme c'est une application d'électricité, c'est quelque chose de tout à fait intéressant et stratégique.

**(Reuters) :** Dernière question, compte tenu des calendriers que vous évoquez pour le programme EPR2, le premier béton nucléaire de Penly est-il toujours prévu pour 2027 ?

**Luc Rémont :** Il n'y a pas de raison de changer d'opinion sur cette date. Il y a tellement de sujets à régler d'ici là que je ne me sens pas tenu par le premier béton nucléaire de Penly. Ce

qui compte le plus, c'est tout ce qui va nous permettre d'aller à une décision finale d'investissement. C'est cela qui tient le calendrier et rien d'autre.

Merci beaucoup à tous, je vous souhaite un très bon été. Et regardez bien la cérémonie ce soir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]